

UNIVERSITE DE BORDEAUX
SCIENCES PO BORDEAUX
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE DE BORDEAUX

LAM – Les Afriques dans le Monde (UMR 5115 du CNRS)

GENRE ET SOCIETE NUMERIQUE COLONIALITAIRE
EFFETS POLITIQUES DES USAGES DE L'INTERNET
PAR DES ORGANISATIONS DE FEMMES OU FEMINISTES
EN CONTEXTE DE DOMINATION MASCULINE ET COLONIALITAIRE :
LES CAS DE L'AFRIQUE DU SUD ET DU SENEGAL

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de Mme Marion PAOLETTI,
et la co-direction de M. Michel CAHEN
présentée et soutenue publiquement par

Joelle PALMIERI

le 16 décembre 2011.

Membres du jury :

M. Michel CAHEN, historien, chercheur CNRS, directeur-adjoint de LAM, co-directeur de thèse

Mme Annie CHENEAU-LOQUAY, géographe, directrice de recherche au CNRS, LAM-Humanités
Bordeaux III, rapporteure

M. Maric-Éric GRUÉNAIS, professeur d'anthropologie sociale à l'Université Victor Segalen Bordeaux II

Mme Marion PAOLETTI, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Montesquieu-
Bordeaux IV, directrice de thèse

Mme Dominique PAYETTE, sociologue, professeure agrégée au Département d'information et de
communication, Université Laval

M. Olivier SAGNA, historien, maître de conférences en sciences de l'information, Université Cheikh Anta
Diop de Dakar (UCAD), rapporteur

Résumé – Mots-clés

Partant de la volonté de se libérer de définitions techniques, technicistes ou produites dans la sociologie de l'appropriation sociale des usages des TIC afin de qualifier les usages de l'Internet par des organisations de femmes ou féministes en Afrique, ce travail de thèse a privilégié les travaux théoriques portant sur le patriarcat et sur la colonialité du pouvoir (ensemble des relations sociales caractérisées par la subalternité – hiérarchisation entre dominants et dominés – produite par l'expansion du capitalisme). Ce parti pris a permis de poser un cadre d'analyse opératoire ne plaquant pas des analyses théoriques occidentales, sud-américaines ou asiatiques sur l'Afrique. Il a facilité la façon dont a été problématisé la relation entre domination masculine et domination liée à la colonialité de pouvoir, nommée colonialitaire, dans un contexte de mondialisation et d'hypermodernité. Les manifestations différenciées de cette relation en Afrique du Sud et au Sénégal ont aidé à circonscrire le terrain et le contexte à partir desquels les organisations de femmes et féministes locales utilisent ou non l'Internet. La confrontation de leurs représentations avec le cadre conceptuel est devenue informative et s'est avérée indispensable afin de qualifier la politisation de leurs usages. Il est ainsi apparu que l'Internet cristallise parmi les technologies de l'information et de la communication un moyen par lequel la « société de l'information » est le produit comme la production d'une mondialisation où la colonialité du pouvoir et le patriarcat, en tant que systèmes, s'exercent conjointement. Cette conjonction s'exprime par les biais théorique autant qu'empirique. Notamment il a été possible d'observer que l'épistémologie utilisée dans ce cadre renoue avec des constructions traditionalistes, nationalistes, paternalistes et masculinistes des savoirs en écho à ce que permet cet outil : l'accélération de l'appropriation du corps des femmes, la surenchère rhétorique et politique des dominants, l'institutionnalisation des concepts, l'occidentalisation des pensées, les privatisations en tous secteurs, les concurrences croisées de l'Occident, l'Extrême et le Moyen-Orient sur les terrains tant économique, politique que socioculturel, religieux. Il est alors apparu que les inégalités de genre s'aggravent en même temps que les identités sexuelles à tous les niveaux (État, institutions, population) deviennent souterraines et que les rapports différenciés de « race » et de classe se creusent. Fort de ce constat, il a été analysé que les femmes de « la base » se retrouvent en situation d'accentuer la prise en charge immédiate de la gestion de l'urgence (augmentation de la pauvreté, des violences, diminution de l'accès aux ressources, à la santé, à l'éducation...), parfois d'accepter leur subalternité tout en la négociant auprès des dominants. Aussi, peu à peu, les nouvelles modalités d'action politique des organisations de femmes ou féministes se sont affinées. Faisant face à une régression multiforme, ces organisations doivent modifier leur approche. L'heure est davantage à la préservation des droits des femmes qu'à leur conquête, à la défensive qu'à la transgression. Souhaitant sortir de ce constat alarmiste ou pessimiste, on a cherché à nuancer les manifestations de cette double domination sur le réel et on a opté pour une analyse critique des représentations de ces organisations sur le virtuel. Ainsi, des pistes d'innovation dans les usages de l'Internet, en marge d'une vision de la communication principalement *marketing* et *corporate*, ont été mises en lumière. Elles privilégient la visibilité de savoirs non savants de femmes ou de jeunes, dans le but de créer les bases d'une citoyenneté féministe. L'étincelle épistémique provoquée par ce choix conduit à la conclusion que ses effets politiques interrogent la démocratie et détrône l'injonction à « être connecté » par l'informalité qui caractérise ce parti pris.

Genre, féminisme, domination masculine, colonialité du pouvoir, hypermodernité, mondialisation, subalternité, organisations, usages, citoyenneté, démocratie, épistémologie, technologies de l'information et de la communication, Internet, Sénégal, Afrique du Sud, Afrique